

"À Paris, les freins de l'inflation sont lâchés" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (21 janvier 1974)

Légende: Le 21 janvier 1974, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung commente la décision française de sortir du serpent monétaire européen et examine la crise monétaire et économique qui secoue les pays d'Europe occidentale.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. BENCKISER, Nikolas; DESCHAMPS, Bruno; EICK, Jürgen; FACK, Fritz Ullrich; FEST, Joachim; WELTER, Erich. 21.01.1974, n° 17. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "In Paris werden die Inflationsbremsen gelöst", auteur: Jetter, Karl, p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/a_paris_les_freins_de_l_inflation_sont_laches_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_21_janvier_1974-fr-bac70874-4b28-4c9e-b5c3-f188bb8e1530.html



Date de dernière mise à jour: 24/05/2017

À Paris, les freins de l'inflation sont lâchés

Le «flottement impur» entraîne une dévaluation progressive du franc

Par Karl Jetter

Paris, en janvier

Le retrait de la France du serpent monétaire européen a été qualifié par le ministre français des Finances, Giscard d'Estaing, comme «la mesure la plus appropriée pour protéger l'économie française et les intérêts de l'Europe». Renoncer à la garantie de parités «fixes, mais ajustables» dans les relations économiques avec les pays de la Communauté européenne offre, en ces temps difficiles, une totale liberté d'action à la politique économique française pour promouvoir les exportations, pour raviver l'activité économique domestique et pour garantir le plein emploi. C'est une périphrase relativement élégante pour décrire l'intention française d'entamer dans l'intérêt national une «concurrence impure en matière d'exportation» en recourant aux moyens de la politique monétaire, renonçant ainsi à tout ce qui avait été proclamé jusqu'à présent lors des cérémonieuses conférences au sommet pour la réalisation d'une union économique et monétaire. Quant à la limitation de la mesure à une période de six mois, il y a un vieux proverbe qui dit: «Le provisoire c'est le définitif.»

C'est un coup dur pour l'Europe, disent beaucoup de Français. Et pourtant, ce n'est que le début. Déjà ce lundi, on attend à Paris la première vague de restrictions qui s'appliqueront également à la circulation intra-européenne des devises et des capitaux. Peu à peu le prix des devises deviendra prohibitif, des devises qui seront peut-être même fortement contingentées. Le chemin vers une union économique et monétaire, voire même vers une union politique jusqu'en 1980 semble plus difficile et interminable que jamais.

Paris s'est permis de passer outre aux appels à la solidarité européenne avec les Pays-Bas en proie à une crise pétrolière. Et à peine les pays industriels occidentaux auprès de l'OCDE à Paris, de même que les ministres des Finances du Club des Vingt à Rome s'étaient prononcés contre «une course à la dévaluation» orchestrée par les pays industriels, voilà que la France est le premier à opter pour une aide à l'exportation. Dans les pays de la Communauté européenne, cette pratique a causé d'autant plus de stupéfaction que c'est justement la France qui s'était toujours armée en défenseur de la parité fixe, accusatrice de tout flottement et pionnière d'un bloc monétaire européen. C'est également incompréhensible car la France dispose d'une grande réserve de devises et qu'il n'existe pas de motif urgent pour détruire le cœur de l'union monétaire prévue.

Ce que Londres et Rome avaient dû accomplir sous la contrainte de difficultés de politique intérieure et pour redresser la balance des paiements, Paris l'a décidé maintenant «tranquillement, froidement et sans aucune pression de l'extérieur». La réserve monétaire de quelque 25 milliards de marks – si l'on évalue de manière réaliste les avoirs en or, le chiffre est beaucoup plus élevé – permettra au gouvernement d'effectuer «un flottement impur». Ainsi, Paris peut intervenir lorsque le franc devrait se déprécier davantage, pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exportations et de plein emploi.

Tant pour les Français que pour les pays de la zone franc (qui doivent céder leurs devises à Paris), il s'avère de nouveau que le franc est toujours dévalué et le mark toujours réévalué. Ainsi, sur le marché libre pour le cours acheteur qui sera désormais fusionné avec le cours vendeur, les Français qui voudront se rendre le week-end en Allemagne devront dépenser 50 % de francs en plus pour un mark qu'en 1969 lorsque Pompidou arriva au pouvoir (184 au lieu de 122 francs pour cent marks). Et dans les prochaines semaines, tout ce qui proviendra de l'étranger sera plus cher encore. Conformément aux règles du marché agricole commun, les prix des produits alimentaires devront également être corrigés de manière automatique vers le haut selon le taux de dévaluation courant.

Avec ce coup supplémentaire infligé au taux d'inflation est lâché simultanément le dernier frein à une croissance monétaire illimitée. Paris n'est plus tenu de ne pas dépasser le taux d'inflation des autres États européens. Jusqu'à maintenant, la France risquait dans ce cas-là un déficit de la balance commerciale, des

pertes en devises et finalement une variation du taux de change. Grâce au passage au flottement du franc, le marché monétaire libre permet maintenant une dévaluation progressive du franc, et selon de nombreux experts monétaires cette dévaluation pourrait se révéler bien sensible.

Le gouvernement français prévoit pour 1974, en conséquence de la hausse des prix du pétrole, un déficit de la balance commerciale s'élevant à 20 milliards de francs. Malgré les très bonnes relations amicales entretenues avec les pays arabes, les réserves monétaires françaises s'en verraient réduites de moitié. En suivant une réglementation de change forte, Paris va maintenant essayer de préserver ses réserves monétaires. La dévaluation flottante est censée favoriser les exportations et par conséquent rapporter plus de devises dans le pays. Dans une vieille tradition mercantiliste, le gouvernement français court de nouveau le risque de ne voir qu'un aspect du problème, notamment les exportations. Plus le franc est dévalué, d'autant plus cher deviennent en même temps les importations. Et à côté de la hausse des prix du pétrole s'ajoute alors également l'enchérissement des devises fortes, d'autant plus que les pays arabes ne voudront pas être payés en francs. Bien que dans les échanges commerciaux le cours du mark ait connu pour les Français une hausse de plus de 40 % depuis 1969, le déficit français par rapport à l'Allemagne est resté inchangé. Pourquoi? Parce que la France est tout aussi dépendante de l'importation de machines allemandes et d'autres biens que de l'importation du pétrole. Et cela littéralement à n'importe quel prix.

Les déficits de quelques milliards dans les échanges avec les pays producteurs de pétrole ne se laissent pas payer grâce à des dévaluations, mais seulement grâce à des devises. Mais pour cela, il faut les gagner, les vendre ou les prêter, et dans ce cas-là le risque est grand que les pays producteurs de pétrole investissent leur excédent monétaire (50 à 60 milliards de dollars en 1974) en premier lieu dans des pays dotés de devises sûres (dollar, mark, franc suisse) et qu'ils acquièrent également les biens de consommation et d'investissement là où ils trouvent la meilleure qualité et le meilleur service. Recourir à la dévaluation comme moyen pour garantir le plein emploi s'est toujours avéré plus convaincant en théorie qu'en pratique. La dévaluation continue du franc depuis 1969 a eu comme conséquence que la France vendait ses produits soldés pour quatre sous. Cette méthode ne contribue en général pas à l'enrichir, mais plutôt à l'appauvrir. Reste pourtant un point de réflexion: malgré la continue dévaluation du franc depuis 1969, la France n'a pas encore réalisé dans ses relations commerciales un seul excédent en dollars dans les exportations.